LE THE DÉPÔT
Centre communautaire d'alimentation
Community Food Centre

RECETTE DU CHANGEMENT

Une stratégie de sécurité alimentaire élaborée en collaboration avec la communauté pour toutes et tous au Québec

Le 16 septembre dernier, les membres de la communauté se sont réunis avec quatre candidats aux élections provinciales pour discuter de leurs enjeux alimentaires et de ce que pourrait faire le gouvernement du Québec pour assurer que chacun ait de quoi manger.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

Tout le monde a le droit à une saine alimentation.

Chacun devrait pouvoir avoir accès, dans la dignité et à un coût abordable, à une alimentation saine qui respecte ses traditions et sa culture, l'environnement ainsi que les personnes qui travaillent au sein de notre système alimentaire.

La faim au cœur de l'abondance est inacceptable.

L'insécurité alimentaire et les iniquités sociales persistent malgré l'abondance de nourriture et de ressources. Nous avons les moyens de faire mieux, mais nous devons repenser notre manière de faire. L'alimentation devrait être considérée comme un bien public, et non comme une marchandise dont tirent profit une poignée de grandes chaînes d'épiceries.

Les gens peinent à se procurer leurs besoins de base.

Les revenus des ménages et les prestations gouvernementales ne suffisent pas à couvrir les besoins fondamentaux. Partout au Québec — y compris nos agriculteurs et nos travailleurs agricoles —, les gens devraient pouvoir se procurer des aliments sains sans avoir à choisir entre l'épicerie, le logement, les médicaments et le transport.

Les banques alimentaires ne sont pas une solution durable.

L'insécurité alimentaire est un enjeu qui ne cesse de croître. Et pourtant, de plus en plus de Québécois.es se tournent vers les banques alimentaires pour survivre. Lorsqu'elles ont été introduites il y a 40 ans, celles-ci étaient conçues comme mesure temporaire. Nous devons faire mieux en tant que société, et le gouvernement se doit de légiférer sur le droit à l'alimentation.

L'iniquité crée des barrières additionnelles.

Les communautés immigrantes et les personnes issues de minorités ethniques font face de manière disproportionnée à des obstacles socio-économiques, notamment des barrières linguistiques. Il est essentiel d'offrir des cours de langue plus accessibles et un soutien accru à l'intégration linguistique afin de garantir que chacun puisse participer pleinement à la société.

RECETTE DU CHANGEMENT

Un Québec où tout le monde peut accéder adéquatement et dignement à une alimentation saine et culturellement diversifiée, sans devoir sacrifier d'autres besoins essentiels ; où les communautés façonnent leur système alimentaire et où les politiques publiques s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité alimentaire.

TEMPS DE PRÉPARATION
Un mandat gouvernemental de 4 ans pour des avancées concrètes

TEMPS DE CUISSON
En continu — le changement durable exige un engagement soutenu

PORTIONS
Tout le Québec

DIFFICULTÉ
Ambitieux, mais réalisable grâce à l'action collective

MEILLEURE PRÉPARATION
Ensemble, avec les communautés au cœur de chaque décision

INGRÉDIENTS

Indispensables pour un Québec où chacun a de quoi manger :

- Une loi-cadre pour le droit à l'alimentation
- Des soutiens aux revenus adéquats et de l'accès aux logements abordables et sécures
- La pérennisation des programmes d'accès alimentaire, tel les programmes universel d'alimentation scolaire et de coupons nourriciers
- Des investissements dans des systèmes alimentaires locaux, incluant des réseaux d'infrastructures à buts non-lucratifs, l'accès aux terres agricoles pour la relève et la fortification des protections environnementales
- Une bonne dose d'engagement communautaire
- Une pincée de solidarité

PRÉPARATION

1 Faire valoir le droit à l'alimentation

Adopter une loi-cadre pour donner une protection légale et durable au droit à l'alimentation, et accorder au gouvernement le pouvoir de coordonner toutes politiques qui touchent l'alimentation : de l'éducation à la santé, de l'environnement à l'économie, de l'accès au logement au revenu.

2 Permettre de répondre aux besoins essentiels

- Assurer un accès équitable à l'essentiel, notamment par le biais d'un revenu de base viable, et des améliorations à l'assurance-emploi et au bien-être social.
- Renforcer les protections du travail pour tous les travailleurs, y compris les ouvriers migrants et les travailleurs étrangers temporaires, afin d'assurer que tous puissent subvenir à leurs besoins grâce à des conditions de travail équitables et à des salaires adéquats, et que personne n'ait à se priver pour arrondir les fins de mois.
- Réglementer les loyers et mettre en place un système de suivi pour prévenir la flambée des loyers.
- Diversifier le marché de l'immobilier par le biais de logements sociaux, coopératives, habitations multi-générationnelles, et autres modèles.

3 Rendre accessible une saine alimentation pour tous

- Assurer un financement pérenne pour les programmes d'accès à l'alimentation, notamment un programme universel d'alimentation scolaire, un programme de subventions pour l'épicerie et des programmes de coupons nourriciers.
- Privilégier un approvisionnement local et durable pour ces programmes.
- Assurer un financement adéquat et durable aux organismes de sécurité alimentaire, en attendant l'adoption d'une législation concrète relative au droit à l'alimentation.

4 Bâtir un système alimentaire plus juste et durable

- Investir durablement dans les infrastructures alimentaires, renforcer les systèmes alimentaires locaux et améliorer l'accès aux terres pour la relève agricole.
- Diversifier le marché de l'épicerie en soutenant des commerces publiques et communautaires, coopératives d'achat et autres alternatives.
- Veiller à ce que les lois relatives à l'industrie soient conformes aux mesures de protection de l'environnement afin de préserver les territoires de chasse et les zones de pêche traditionnels des peuples autochtones, et les terres agricoles.
- Légiférer sur le gaspillage alimentaire et la revalorisation des denrées invendues.

5 Mettre les communautés au cœur

- Reconnaître et privilégier les instances de concertations et de mutualisations de systèmes alimentaires locaux.
- Donner aux communautés les moyens de renforcer leur résilience aux travers des organismes de première ligne financés durablement et des politiques favorisant le développement communautaire.
- Veiller à ce que les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire jouent un rôle actif dans l'élaboration des solutions.

